

Appel de la coordination nationale de Toulouse II

Nous étudiant-e-s de XX universités, réunis en coordination nationale à Toulouse les 7 et 8 mars appelons à poursuivre et amplifier la mobilisation en cours contre la casse de l'université publique et de nos diplômes.

Nous exigeons l'abrogation immédiate de la LRU sans condition, ni négociation. Les réformes de l'Education et de l'enseignements supérieur suivent toutes une même logique, définie dans les processus européens de Bologne et de Lisbonne : libéraliser le service public d'enseignement, faire des économies sur le dos de l'Education et la vendre au privé, briser les diplômes nationaux qui garantissaient des droits sur le marché du travail, rendre l'enseignement supérieur inaccessible aux classes populaires...

Les dernières réformes (le plan campus et le plan licence) mettent en concurrence les universités, soumettent le contenu des diplômes aux besoins immédiats du marché, individualisent les diplômes et cassent les garanties collectives des futurs salarié-e-s. Nous exigeons au contraire des diplômes de qualité, dont les contenus et les intitulés seraient les mêmes nationalement.

Nous exigeons le retrait de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants (donc la masterisation, c'est à dire la fin des IUFM). Cette réforme ne fait que dégrader la formation des enseignant-e-s ; en ouvrant les concours à bac + 5 et en supprimant l'année de stage rémunéré après le concours, elle aggrave la sélection sociale.

Nous nous mobilisons contre la réforme de l'allocation des moyens qui introduit un financement à la performance pour l'université, dans la logique de la LRU et du plan campus et contre la réforme de la formation et du recrutement des enseignant-e-s.

Nous exigeons un système d'aide sociale étudiant sur critères sociaux permettant de lutter contre la sélection sociale à l'université et qui réponde à l'urgence de la précarité étudiante.

Nous exigeons une université ouverte à tous et à toutes, sans discrimination sociale ou nationale. Une carte d'étudiant doit donner accès immédiatement à un titre de séjour.

Les négociations entre le gouvernement et une partie des syndicats enseignants ont abouti à la réécriture du décret sur le statut des enseignant-e-s chercheurs/euses. De même, le « contrat doctoral unique » va précariser les doctorant-e-s qui enseignent en leur imposant des contrats à durée déterminée à répétition. Le gouvernement ne dit rien quant à cette attaque et aux autres. Pour nous, pas de négociations

possibles : c'est tous ensemble, par la lutte, que nous obtiendrons satisfaction sur nos revendications.

Comme les personnels universitaires (BIATOSS et enseignant-e-s-chercheurs/euses) et les lycéen-ne-s nous sommes en lutte contre les suppressions de postes prévu à partir de 2009 car malgré le gel annoncé par le gouvernement de celle prévu pour 2010 et 2011 nous sommes déterminé-e-s à nous battre pour l'embauche massive de personnels. C'est aussi par le biais des suppressions de postes et de l'introduction des financements privés que le gouvernement entend s'attaquer à l'ensemble du service public d'éducation de la maternelle aux supérieur. C'est donc également à ce niveau que notre réponse doit se situer.

Alors qu'ils disaient qu'ils ne changeraient pas de position, Fillon et Péresse ont choisi de rencontrer certains syndicats et collectifs de l'enseignement supérieur. S'ils cherchent à faire reculer le mouvement par leurs annonces, c'est bien que nous leur faisons peur. Face à l'unité des étudiants, des enseignants et des BIATOSS, le gouvernement craint que nous prenions exemple sur la Guadeloupe, c'est à dire une grève générale qui gagne. C'est en effet cette voie que nous devons suivre pour leur infliger, nous aussi, une défaite !

Nous appelons l'ensemble des personnels universitaires et des étudiant-e-s à se mettre en grève et à faire cesser l'ensemble des cours par tous les moyens nécessaires (piquets de grève, occupation...). L'arrêt des cours est le seul moyen de permettre à tou-te-s les étudiant-e-s de se mobiliser et de dégager du temps libre pour construire la mobilisation. Nous devons briser la routine sur les facs et mettre en place des piquets de grève, chercher à convaincre la majorité des étudiant-e-s de s'impliquer activement dans la grève.

C'est notre avenir et celui de l'enseignement qui sont en jeu. C'est pourquoi, tout comme la Coordination Nationale Universitaire (CNU), nous appelons à la convergence des luttes de la maternelle à l'enseignement supérieur. Le ?? mars sera une nouvelle étape de l'intensification de ce mouvement.

Au-delà de l'Education, c'est bien à tous les services publics, de la Poste aux hôpitaux, et à tou-te-s les salarié-e-s du public et du privé, que le gouvernement s'attaque. Dans notre secteur, comme dans tous ceux qui sont en lutte, nous nous battons pour ne pas payer la crise du système.

Là encore, la lutte des Guadeloupéen-ne-s nous a donné l'exemple. Comme la Martinique, la Guyane et la Réunion, la métropole doit le suivre. C'est pour cela que la journée de grève générale du 19 mars est une échéance centrale des mobilisations à suivre. Contre ces attaques globales, réagissons et organisons la riposte tou-te-s ensemble.

Nous restons mobilisé-e-s pour obtenir :

L'abrogation de la LRU

Le retrait du plan licence

La mise en place d'un véritable système d'aides sociales étudiant basé sur des critères sociaux

Le cadrage national des diplômes

Le retrait de la réforme du statut des enseignants-chercheurs

Le retrait de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants

Le retrait de la réforme de l'allocation des moyens, et des financements 100% publics

L'embauche massive de personnel de la maternelle à l'enseignement supérieur

La titularisation de tous les personnels BIATOSS, ainsi que de tous les personnels du CROUS